

gers. Les cas où les clients paient en or, comme l'URSS, sont rares, tandis que les dettes créées par les crédits à l'exportation ne doivent jamais être remboursées, car un tel remboursement signifierait des importations accrues, une balance de commerce défavorable, bref, une stagnation désastreuse.

A ce stade, monsieur l'Orateur, je voudrais citer André Philip, écrivain français, qui a expliqué dans son volume, « Histoire des faits économiques et sociaux », comment les États-Unis ont payé la dette de guerre 1914-1918 de l'Allemagne. Voici :

Entre 1926 et 1931, le financement fonctionne d'une manière curieuse. Après l'effondrement de la monnaie allemande, les Alliés avaient considérablement réduit les dettes de réparations imposées à l'Allemagne. Dès le début, le principe des réparations en nature avait été rejeté, par crainte de la concurrence que les entreprises allemandes feraient ainsi aux entreprises françaises et anglaises.

Voilà exactement, monsieur l'Orateur, ce que je viens d'expliquer. Quand on cherche à exporter, on cherche à exporter du chômage, et c'est exactement ce que les Français et les Anglais craignaient lorsqu'ils demandaient à l'Allemagne de rembourser sa dette de guerre.

Je poursuis la citation :

Les réparations étant alors transformées en annuités, en espèces, les versements de l'Allemagne ne pouvaient pas être bien importants, puisqu'on refusait d'accepter en compensation les produits qu'elle pouvait fournir. Le plan Dawes (1924) réduisit donc le montant des réparations, et, sans le vouloir, on laissa se mettre en place un système très particulier de règlement de ces réparations. A ce moment-là, il y avait abondance monétaire aux États-Unis; la Federal Reserve Bank commençait à freiner la spéculation en bourse de New York; les capitaux américains disponibles cherchèrent alors à s'employer à court terme à l'étranger et affluèrent en Allemagne. Les réserves des banques allemandes ainsi renforcées, l'Allemagne put payer le montant, réduit, des réparations; avec ce qu'ils reçurent ainsi, les gouvernements français et anglais remboursèrent aux États-Unis leurs dettes interalliées. Ces règlements augmentèrent les liquidités en Amérique, et permirent à davantage de capitaux américains de venir s'investir à court terme en Allemagne. Le cycle recommença, et finalement, ce sont les Américains qui ont payé les réparations dues par l'Allemagne.

Or, monsieur l'Orateur, le problème qui se pose aux pays développés est de garder les rouages industriels en marche et de maintenir l'embauchage.

Mais comme la capacité de produire a augmenté et que la révolution industrielle s'étend aux pays en voie de développement, le produit national brut progresse par sauts et par bonds, tandis que la demande diminue. Ainsi, sur les scènes internationale et nationale, il s'agit du même problème: celui de l'existence d'une surabondance de produits consécutive à une carence de pouvoir d'achat.

La solution au problème du commerce international sera en vue quand nous reconnaitrons et admettrons que les racines du mal sont ancrées dans notre propre sol. Le problème à régler est celui de la distribution au pays. Pourquoi chercher à exporter davantage, quand on ne peut pas trouver le moyen de consommer davantage chez nous?

Quand il s'agit de commerce international, le seul besoin d'exporter est justifié par celui de rembourser le montant à payer pour nos importations. Le slogan « exporter ou mourir » n'a de sens que si nous acceptons que nous devons exporter une partie de plus en plus grande de notre production, en sus de nos importations, pour que le niveau d'emploi se maintienne et que les travailleurs gagnent assez d'argent pour acheter ce qui reste de la production au pays.

[M. Laprise.]

Nous en arrivons donc à un thème favori des créditistes. Dans les pays développés, les techniques de production ont été maîtrisées à tel point que nous pouvons maintenant produire tout ce dont nous avons besoin pour vivre non seulement convenablement, mais encore richement.

Alors, monsieur l'Orateur, au lieu de chercher à exporter davantage, pourquoi ne pas chercher à consommer davantage? Quand on m'aura prouvé que tous les Canadiens ont suffisamment de biens pour satisfaire à leurs besoins, alors, j'accepterai pleinement le bill C-184 et je serai parfaitement d'accord sur sa teneur. Toutefois, actuellement, on ne peut pas dire que les Canadiens ont suffisamment de pouvoir d'achat pour acheter tout ce dont ils ont besoin.

Au cours de la période des fêtes de Noël et du Nouvel An, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux citoyens, de nombreux chefs de famille qui devaient se contenter, pour vivre, soit de prestations d'assurance-chômage, soit d'allocations de bien-être social. Ils ne pouvaient pas s'embaucher, gagner un salaire, toucher un revenu. J'ai vu dans ces familles—et cela arrive souvent; d'autres ont eu l'occasion de s'en rendre compte, j'en suis sûr—qu'à la fin du mois, avant que l'allocation suivante n'arrive, on n'avait même pas la pièce de 25c. nécessaire pour acheter une petite boîte d'aspirines pour soulager des souffrances physiques.

Alors, monsieur l'Orateur, devant une telle situation, au lieu de chercher à exporter davantage, on devrait chercher à consommer davantage.

On entend parler partout—et ce n'est pas nouveau—que les ouvriers cherchent à obtenir des augmentations de salaires pour pouvoir acheter plus et consommer plus. Mais étant donné l'augmentation continue des prix, ces augmentations de salaires sont annulées immédiatement. Ainsi, nous n'avons pas besoin de ce que propose le rapport Beaupré, la CSN ou d'autres syndicats. Au fait, ce ne sont pas tellement des augmentations de salaires dont nous avons besoin, mais des augmentations de pouvoir d'achat, afin d'acheter davantage et de consommer davantage.

Une augmentation du pouvoir d'achat peut se produire de deux façons. D'abord, en augmentant les salaires, les revenus. Ensuite, par une réduction des prix, et l'on ne parviendra à cette fin qu'en diminuant les taxes et en réduisant les taxes de vente fédérale et provinciale. Ce n'est que de cette façon que nous réussirons à réduire les prix et à augmenter le pouvoir d'achat.

Nous sommes actuellement en présence d'une diminution de pouvoir d'achat. Par exemple, avant les fêtes de Noël et du Nouvel An, il en coûtait 20c. pour aller de Hull à Ottawa en autobus. Après, sans que le service soit amélioré d'aucune façon, il en coûte 25c., soit une augmentation de 5c. Cela signifie qu'à la fin de la semaine, le commis, l'employé, le col blanc ou quiconque doit voyager par autobus voit son salaire de la semaine ainsi diminué de 50c. Alors, son pouvoir d'achat, sans aucun service supplémentaire, est diminué de 50c.

Je ne dis pas que le bill C-184 doit être rejeté. A mon avis, il doit être adopté et déferé au comité afin d'y être étudié en profondeur, mais je prétends qu'il ne s'agit pas là de la véritable solution pour combattre le chômage au Canada, pour atteindre le plein emploi que d'aucuns réclament. Je suis d'avis que si nous voulons parvenir à